



NANTES MÉTROPOLE

**DIRECTION GÉNÉRALE RESSOURCES
DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES**

**«ORGANISATION DE DÉPLACEMENTS POUR LES
AGENTS ET LES ELUS DES MEMBRES DU
GROUPEMENT »**

**ACCORD-CADRE EN GROUPEMENT DE
COMMANDES ENTRE NANTES MÉTROPOLE, LA
VILLE DE NANTES ET LE CCAS DE LA VILLE DE
NANTES**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Procédure formalisée

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur des prestations relatives à l'organisation de déplacements pour les agents et les élus de Nantes Métropole, de la Ville de Nantes et du CCAS de la ville de Nantes. Cet accord cadre intègre aussi le conseil, l'expertise et le suivi commercial.

Cette consultation est en groupement de commandes entre :

- Nantes Métropole,
- la Ville de Nantes,
- et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Nantes.

Nantes Métropole est désignée coordonnateur et est responsable du lancement de l'accord cadre, de son attribution ainsi que de son suivi et engage juridiquement par ses décisions l'ensemble des membres du groupement.

Chacun des membres du groupement sera chargé de la passation et de l'exécution de ses propres commandes.

Les modalités de la consultation sont précisées par le présent règlement.

1.2 - Mode de consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots.

Lot	Intitulé
1	Déplacements en France métropolitaine
2	Déplacements internationaux et territoires ultra-marins.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

L'accord-cadre est dénué tout minimum, mais est assorti, d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit :

Lots	Montant maximum pour 4 ans
Lot 1 : Déplacements en France métropolitaine	1 250 000 € HT
Lot 2 : Déplacements internationaux et territoires ultra-marins	1 250 000 € HT
Soit un montant global de :	2 500 000 € HT

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	TRS04 « Agences de voyages »
Code CPV	79613000-4 (Service de déplacement d'employés) et 79997000-9 (Service de voyage d'affaire)

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

L'accord cadre prendra effet à compter du 1^{er} avril 2025 ou s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de sa date de notification pour une durée de quatre ans.

Le début d'exécution des prestations donnera lieu à un ordre de service (OS). Le délai entre la date de début du marché et l'OS de démarrage des prestations sera consacré à la mise en place du marché.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante (quelle soit facultative ou obligatoire) découlera strictement de l'application des critères d'attribution visés à l'article 5 ci-dessous qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes (facultatives et obligatoires) présentées.

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Dans le cadre de la réponse à l'accord cadre, les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes pour le lot 1
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes pour le lot 2
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes données
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) pour le lot 1
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) pour le lot 2

- Le bordereau de prix unitaires (B.P.U.) assorti d'un détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) pour le lot 1
- Le bordereau de prix unitaires (B.P.U.) assorti d'un détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) pour le lot 2
- Le cadre de réponse au mémoire technique pour le lot 1
- Le cadre de réponse au mémoire technique pour le lot 2
- Le cadre de réponse « Autres prestations » pour le lot 2
- L'annexe 1 « Décret 2015_1212 du 30_09_2015 périmètre Grand Paris », l'annexe 2 - « Frais hébergement Agglo_200_000 » et l'annexe 3 « Bon réservation modèle » pour le lot 1
- L'annexe 1 « 20230920 arrête taux indemnités mission » et l'annexe 2 Bon réservation modèle » pour le lot 2

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire pour <u>chacun des lots 2 lots</u> (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires plafonds (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) Le candidat ne peut en aucun modifier ce bordereau (pas de suppression, ni de rajout de ligne ou de colonne, ni de modification des quantités indiquées).
Le cadre de mémoire technique dûment rempli
Le cadre de mémoire « Autres prestations » dûment rempli (pour le lot n°2 uniquement)
L'Annexe « Données de la collectivité » , dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
L'annexe « Données personnelles » dûment complétée

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères pour le lot 1	Coefficient
Valeur technique (à l'aune du mémoire technique)	50
Qualité et rôle des intervenants dédiés au marché au regard des éléments du mémoire technique	10
Adéquation de l'organisation du candidat à la satisfaction des besoins du groupement de commandes apprécié au regard du mémoire technique	35
Qualité et pertinence du service après vente et de l'assistance proposés apprécié au regard du mémoire technique	5
Valeur environnementale (à l'aune du mémoire technique)	10
Capacité du candidat à proposer des hébergements répondant aux enjeux de l'éco-tourisme	5
Capacité du candidat à accompagner les membres du groupement de commande à la diminution de leur empreinte carbone liée aux déplacements	5
Prix des prestations (à l'aune du montant du DQE)	40

Critères pour le lot 2	Coefficient
Valeur technique (à l'aune du mémoire technique)	60
Qualité et rôle des intervenants dédiés au marché au regard des éléments du mémoire technique	5
Adéquation de l'organisation du candidat à la satisfaction des besoins du groupement de commandes apprécié au regard du mémoire technique	24
Capacité à fournir les prestations décrites dans le bordereau « Autres prestations » et leurs modalités de mise en œuvre	16
Qualité et pertinence du service après vente et de l'assistance proposés apprécié au regard du mémoire technique	15
Valeur environnementale (à l'aune du mémoire technique)	10
Capacité du candidat à proposer des hébergements répondant aux enjeux de l'éco-tourisme	5
Capacité du candidat à accompagner les membres du groupement de commande à la diminution de leur empreinte carbone liée aux déplacements	5
Prix des prestations (à l'aune du montant du DQE)	30

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

Dans le cas où le marché est conclu à prix unitaire :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : [**https://marchespublics.nantesmetropole.fr**](https://marchespublics.nantesmetropole.fr)

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

contact.marches@nantesmetropole.fr